

La démocratie soluble dans le capitalisme ?

Autour du dernier brûlot de Michael Moore (*Capitalism, a Love Story*), face-à-face tendu entre l'économiste Christian Arnsperger et l'homme d'affaires Bruno Colmant.

Une histoire d'amour, le capitalisme ? Oui, répond l'ancien président de la Bourse de Bruxelles, Bruno Colmant, sous le charme. Pour Christian Arnsperger, au contraire, la romance a tourné au vinaigre : cet universitaire atypique dénonce « un système qui broie les plus fragiles ». Nous avons invité l'un et l'autre au cinéma, pour y voir le documentaire de Michael Moore, et en débattre. « Oh, mon ancien patron ! » s'exclame Bruno Colmant au beau milieu du film, lorsque apparaît à l'écran Duncan Niederauer, le patron de la Bourse de New York. Christian Arnsperger rit jaune... La discussion qui s'ensuit tourne au bras de fer, voire à l'incompréhension pure et simple.

Le Vif/L'Express : Au terme d'un long réquisitoire contre le capitalisme, Michael Moore aboutit à cette conclusion : le capitalisme, c'est le contraire de la démocratie. Jugez-vous, vous aussi, notre système économique incompatible avec la démocratie ?

> Bruno Colmant : Je ne crois pas du tout. Au contraire... Le capitalisme, c'est la propriété privée des moyens de production. Cela implique forcément le respect des libertés individuelles. Lorsqu'il écrit *De la démocratie en Amérique*,

Alexis de Tocqueville associe de manière étroite capitalisme et démocratie.

> Christian Arnsperger : A mon sens, il y a une tension très forte entre le capitalisme et la démocratie. Le principe « un homme, une voix » n'est pas respecté par le capitalisme. « Un euro, une voix » ou « un homme, une voix », ce n'est pas du tout pareil. Le film le montrait bien : l'accès à la consommation n'est pas égalitaire, l'organisation capitaliste du travail n'est absolument pas démocratique. Les acteurs les plus puissants du système se trouvent dans les antichambres du pouvoir, bien davantage que les petites gens. Il s'agit d'un système foncièrement inégalitaire. Et qui revendique de l'être, d'ailleurs. Or la démocratie repose sur l'idée d'égalité : égalité d'accès à l'éducation, à la santé, au travail, aux fonctions politiques...

Il y a des riches et des pauvres. Le capitalisme s'accommode de ces inégalités. Mais est-il pour autant non démocratique ? Rien n'empêche les citoyens qui contestent le système de voter pour des partis anti-système. Les Américains ne voulaient plus de Bush, ils ont élu Obama...

> C. A. : Bien sûr, on peut avoir une économie capitaliste où la démocratie pointe le bout de son nez. Heureusement ! Sinon, ce serait la pure dictature. Le problème

se situe ailleurs. Le capitalisme repose sur la nécessité de valoriser au maximum les capitaux. L'accumulation des richesses – et donc des inégalités – est vue comme une récompense. Le capitalisme ne peut dès lors co-exister qu'avec une démocratie très imparfaite, qui ne s'étend pas aux lieux les plus inégalitaires de la vie économique, notamment l'organisation du travail.

« EN TANT QUE TEL, LE CAPITALISME N'A AUCUNE MORALE »
BRUNO COLMANT

> B. C. : Le capitalisme, que j'appelle plutôt l'ordre marchand, c'est quelque chose d'assez spontané : le fait d'échanger, de s'enrichir, de créer du progrès. En tant que tel, et c'est pour moi le message principal du film, le capitalisme n'a aucune morale. Autrement dit, il n'y a pas de répartition plus égalitaire des richesses qui en découle. En aval des lieux de commerce doivent donc exister des autorités publiques, qui ne sont pas là pour créer les richesses, mais pour s'assurer qu'elles soient correctement réparties. Faut-il opposer capitalisme et démocratie ? Non ! Grâce à la

démocratie, justement, l'Etat peut jouer son rôle, et empêcher que le capitalisme ne dérape. La philosophie américaine insiste d'ailleurs sur l'importance d'un Etat fort, pour casser les monopoles. Dans le capitalisme à l'américaine, c'est vrai, le système est un peu pyramidal : les gens cherchent sans cesse à accumuler des richesses. Mais avec cette limite essentielle : personne ne peut être trop dominant.

***Capitalism, a Love Story* montre une boulangerie industrielle gérée de façon coopérative. L'usine est la propriété des travailleurs. Tous touchent le même salaire, y compris le directeur de l'entreprise. Y voyez-vous une alternative sérieuse au capitalisme ?**

> C. A. : Michael Moore nous a si bien présenté les entreprises coopératives. Je trouvais ce film très émouvant, franchement...

> B. C. : Moi aussi...

> C. A. : Mais ces entreprises coopératives, démocratiques, égalitaires, sans patron fixe, ces entreprises-là, quand elles existent, subissent une concurrence déloyale. Car l'entreprise capitaliste possède une capacité de discipline, de « dégraissage » et de rationalisation bien plus grande qu'une entreprise démocratique. Je suis d'accord, paradoxalement, avec M. Colmant : il faut un Etat fort. Mais pas seulement pour as-



CHRISTIAN ARNSPERGER, économiste, enseigne à l'UCL. Il a publié *Critique de l'existence capitaliste*, en 2005, et *Ethique de l'existence postcapitaliste*, en 2009.

BRUNO COLMANT est administrateur délégué adjoint de Fortis Holding. Avant cela, il a été président de la Bourse de Bruxelles, membre du comité de direction de la Bourse de New York, administrateur délégué de la banque ING et chef de cabinet du ministre des Finances Didier Reynders. Il s'exprime ici à titre personnel.

surer la spontanéité de l'échange. Il faut un Etat fort, oui, mais pour protéger les initiatives non capitalistes contre la concurrence déloyale du secteur capitaliste.
> B. C. : Je me rappelle la tentative d'autogestion des montres Lip, en France, dans les années 1970. Parmi les nombreuses expériences coopératives, certaines mar-

chent très bien, mais ce n'est pas la majorité. Pourquoi ? Parce qu'il est nécessaire que quelqu'un assume le risque de l'entreprise, c'est-à-dire y investisse des capitaux, avec l'espoir de devenir plus riche, mais aussi tout le risque de perdre. Le problème des coopératives, c'est qu'on demande aux travailleurs de placer leur épargne comme

capitaux à risques. D'ailleurs, Michael Moore ne présente pas du tout l'autogestion comme la solution miracle. En fait, il n'y a aucune leçon de morale dans ce film. Il pose des questions, c'est tout. Il est un peu le poil à gratter ou la mauvaise conscience du capitalisme.

> C. A. : Là, je ne suis pas du tout d'accord. Le film déve-

loppe un parti pris moral très clair : nous sommes en face d'un système qui broie les gens les plus fragiles. Je ne vois pas du tout comment le capitalisme, même contrebalancé par un Etat fort, pourrait résoudre les problèmes moraux qu'il pose : anti-démocratie, aliénation, exploitation... Le capitalisme vert, je n'y crois pas. Les réponses du capitalisme en termes de développement durable sont totalement insatisfaisantes. Le film montre à merveille les dérives auxquelles on s'expose si on garde le dogme du libre marché comme seul projet de société.

« JE NE SUIS PAS COLLECTIVISTE. IL EXISTE D'AUTRES ALTERNATIVES »

CHRISTIAN ARNSPERGER

> B. C. : Ne tombons pas dans la caricature ! Moi, je ne tire pas de ce film, ni de la crise, la leçon qu'on doit revenir aux modèles collectivistes d'antan.

> C. A. : Attendez, moi non plus ! C'est la caricature qu'on plaque sur toutes les personnes un peu critiques envers le système, ça. Je ne suis pas du tout collectiviste. Je vais même vous dire : s'il fallait choisir uniquement entre ces deux options-là, capitalisme et collectivisme, nous serions du même côté, M. Colmant. Mais, heureusement, il existe d'autres alternatives.

Quel serait pour vous le modèle économique idéal ?

> B. C. : Celui que nous avons en Belgique ne me paraît pas trop mal. Mais je voudrais un système d'éducation démultiplié, que les pouvoirs >>>

FREDERIC PAUVRESUJINA

>>> publics disent à chacun : nous allons te donner la chance de développer tes capacités. Je rêve d'une société qui rende chacun employable, qui permette à chacun de faire son chemin dans la vie. Je me suis souvent rendu en Asie : à Singapour, même dans les journaux populaires, vous trouvez des publicités pour des masters, des doctorats, des diplômes complémentaires. Certaines sociétés se sont rendu compte qu'elles devaient se fonder sur la connaissance.

> **C. A.** : L'employabilité dont vous rêvez a besoin de gens plutôt dociles. Prêts à apprendre, certes. Mais prêts

turbulences, l'économie est moins confortable qu'avant, alors soyez prêts, soyez mobiles.

> **C. A.** : Je trouve ça un peu court. J'espère voir se développer à l'avenir, non pas de simples politiques d'employabilité, mais une réelle égalité des chances. Et notamment un accès égal à cette réflexion : avoir un boulot pour consommer plus, afin de nourrir une croissance qui va à son tour donner plus de boulot à tout le monde, est-ce tout ce que nous voulons dans notre vie de citoyen ?

> **B. C.** : Je ne sais pas pourquoi on me caricature... Je n'ai jamais dit ça.



FRÉDÉRIC PAUWELS/LUNA

CARICATURE B. C. : Je n'ai jamais dit ça. C. A. : Ce n'est pas vous qui le dites, mais la logique du capitalisme.

à apprendre ce que la logique économique exige, une logique qui n'est pas critiquée, et surtout pas par les citoyens. Moi aussi, je promeus l'apprentissage. Mais un apprentissage de l'autonomie. Et l'autonomie, ce n'est pas simplement passer toute ma vie à me recycler afin d'être sûr de trouver un capitaliste qui voudra bien se servir de moi pour faire du bénéfice.

> **B. C.** : On ne reviendra pas à la situation d'avant la crise financière. C'est impossible. La mondialisation provoque une plongée incroyable dans l'économie de marché. La seule leçon à donner aux gens, c'est de leur dire : nous entrons dans une zone de

> **C. A.** : Ce n'est pas vous qui le dites. Mais la logique du capitalisme, c'est ça. Il n'y a pas d'autres possibilités. Si la machine s'arrête, qu'est-ce qu'on fait ?

> **B. C.** : Il ne faut pas qu'elle s'arrête. Comme disait Mao : si on arrête de pédaler, le vélo tombe. Il faut admettre la spontanéité de l'échange et, tout simplement, le réguler.

> **C. A.** : L'échange n'implique pas nécessairement le capitalisme. On peut imaginer une économie de marché où tout serait produit, vendu et acheté par des coopératives. C'est ce qu'on appellerait l'économie participative.

● **ENTRETIEN :**
FRANÇOIS BRABANT



EWALD PIRONET
Journaliste à *Knack*

L'appât de l'argent facile

Après la crise bancaire, de nombreux groupes de réflexion se sont réunis dans notre pays pour envisager des mesures qui devraient permettre d'éviter pareille catastrophe économique à l'avenir. Une des conclusions de ces travaux visait à brider les bonus des dirigeants des entreprises cotées en Bourse. Le raisonnement est simple : les bonus alléchants incitent les managers à privilégier les gains à court terme et à prendre des risques inconsidérés à cet effet.

Le gouvernement a entre-temps édicté de nouvelles règles concernant les bonus. Ceux-ci doivent être étalés dans le temps. Au bout d'un an, la moitié, au maximum, des bonus peut être versée, le solde devant être réparti au minimum sur les deux années suivantes. Toutefois, la nouvelle réglementation n'entre en vigueur qu'à partir de l'exercice 2011 et concerne donc la rétribution variable payable en 2012. Un temps précieux est ainsi perdu.

Ce qui est très frappant, c'est que la nouvelle réglementation n'interdit pas aux administrateurs soi-disant indépendants de toucher des revenus variables sous la forme d'actions ou d'options. Cela est en contradiction avec le code Lippens, qui fixe les règles de bonne gouvernance pour les entreprises cotées en Bourse. Les administrateurs indépendants sont tenus de servir loyalement les intérêts des entreprises et ne peuvent dès lors être guidés par la perspective de gains personnels à court terme.

AB InBev ne respecte pas le code Lippens

Ce qui se passe chez le géant de la bière AB InBev illustre bien la pertinence de ce principe. Bien que le groupe brassicole enregistre de jolis bénéfices, il a néanmoins décidé de lancer un plan d'économies. L'incompréhension des travailleurs est à son comble. Les administrateurs d'AB InBev reçoivent une rémunération fixe soumise à l'impôt oscillant entre 70000 et 80000 euros et une indemnité variable composée d'options. Il en va de même pour les administrateurs indépendants, dont l'ancien Premier ministre Jean-Luc Dehaene est le plus connu. AB InBev admet qu'il ne respecte pas le code Lippens tout en prétendant qu'« il est hautement improbable que l'octroi de ces options influe sur l'élaboration des décisions prises par le conseil d'administration ». Libre à vous d'ajouter foi à ces propos ; il n'empêche que mieux aurait valu de réglementer aussi l'attribution des bonus aux administrateurs indépendants afin de bannir tout appât du lucre. Si les nouvelles dispositions légales sur les bonus constituent indéniablement un progrès, il n'en est pas moins vrai que toutes les chances n'ont pas été saisies pour vider la question. ■